



Communiqué commun SNES-FSU, SNEP-FSU, SNUEP-FSU, FNEC FP-FO, SNALC, CGT-Educ'action, SUD Education

Nos organisations refusent la généralisation du contrôle continu. Les personnels ont vu les conséquences de son renforcement, dans le cadre de la crise sanitaire, tout au long de l'année : augmentation de la charge de travail, pressions multiples sur les enseignants, dénaturation de nos missions et augmentation des inégalités entre les élèves.

Dans ce contexte, vouloir renforcer la place du contrôle continu relèverait plutôt d'une instrumentalisation de la crise sanitaire. La méthode est d'autant plus inacceptable que les textes ont été présentés au Conseil Supérieur de l'Éducation du 8 juillet alors que la nouvelle mouture du baccalauréat Blanquer avait déjà été annoncée, par le ministre lui-même, à la presse.

Les conditions désastreuses dans lesquelles se sont déroulés les épreuves, les jurys d'harmonisation et de délibération de la session 2021 sont une illustration de plus, s'il en fallait, que la réforme du lycée et du baccalauréat n'est pas la bonne.

Nos organisations réaffirment leur attachement à un baccalauréat national, avec des épreuves nationales, terminales et anonymes, seule organisation des examens gage d'égalité entre les élèves. Elles en demandent le rétablissement pour la session 2022.

Elles organiseront rapidement, avec les personnels, la mobilisation.

Le 9 juillet 2021.